

**20 mars 2000, Saguenay**

**Allocution pour la présentation du budget pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean**

Monsieur Sylvain Bouchard, président de la Chambre de commerce de Jonquière,

Distingués membres du conseil d'administration,

Monsieur Jean-Eudes Girard, pro-maire de Jonquière,

Madame Girard-Bujold, députée de Jonquière à Ottawa,

Collègues de l'Assemblée nationale,

Chers amis,

Je suis content de me trouver aujourd'hui parmi vous. La Chambre de commerce de Jonquière est un des maillons forts du développement économique de notre région. Et vous, hommes et femmes d'affaires, en êtes les forces vives. C'est donc avec plaisir que j'ai répondu à votre invitation. Depuis le dépôt du budget, c'est la première tribune qui m'est donnée pour le commenter.

Ce n'est pas un hasard si j'ai choisi le Saguenay-Lac-Saint-Jean pour parler des retombées directes du budget. Je connais votre sens de l'innovation et votre implication pour dynamiser le tissu industriel et développer des services de qualité. Je sais qu'en bons gestionnaires, vous connaissez l'importance d'équilibrer les choix budgétaires. C'est pourquoi, cette année, nous avons encore beaucoup travaillé sur cet équilibre. Nous l'avons fait en proposant des mesures concrètes pour renforcer l'économie sans laisser de côté nos priorités sociales. Travailler de concert sur l'économie et le social, c'est ce qui fait la force et la caractéristique du gouvernement actuel. Et je sais que nous avons fait les bons choix.

C'est un budget qui favorise le développement économique et accompagne la croissance des entreprises québécoises. C'est aussi un budget qui réinvestit en priorité dans la santé, dans l'éducation, dans la jeunesse. Il s'agit de choix collectifs qui nous concernent et nous engagent pour les années à venir. Les Québécoises et les Québécois comprennent notre action. Ils savent que nous sommes dans la bonne direction. Voilà ce qui explique pourquoi, cette année, le budget du Québec a reçu un accueil aussi favorable. Et il y a de quoi. Avec 2 700 000 000 \$ pour la santé, voici une bouffée d'oxygène qui va permettre au réseau de respirer. C'est un nouveau départ pour ce réseau. Il dispose maintenant de moyens suffisants pour réorganiser ses structures, les rendre plus efficaces et sortir de la spirale du déficit.

Pour ce qui est de la région ici, plus immédiatement, en ce qui concerne les complexes de Jonquière et de Chicoutimi, je vous rappelle qu'il y a 12 000 000 \$ qui sont investis à Jonquière pour la construction du Centre de réadaptation, dont les travaux devraient commencer cette année. Il y a aussi 7 000 000 \$ en services qui vont venir alimenter l'établissement, et en particulier dans le programme de virage ambulatoire. Il y a 5 000 000 \$ en plus qui vont être investis dans l'équipement à cette fin. Au Complexe de la Sagamie, à Chicoutimi, cette

semaine, nous serons en mesure enfin d'annoncer une somme de 5 000 000 \$ pour rénover les 5 premières salles d'opération. Et, dans la région, comme ailleurs, le gouvernement va éponger les déficits. Nous le ferons avant le 31 mars. Et, en plus, nous allons pouvoir réviser les bases du financement permanent. C'est l'occasion pour nous tous de redéfinir des modes de gestion qui vont responsabiliser davantage les partenaires et qui vont surtout permettre d'injecter des sommes considérables dans les secteurs plus névralgiques de la santé. Améliorer le fonctionnement des services, moderniser les équipements, former du personnel : ce sont les priorités. Je pense aussi à nos aînés. Ils ont contribué toute leur vie au développement du Québec. Il est normal qu'ils reçoivent le soutien et la qualité de services auxquels ils ont contribué. Je pense aussi aux familles monoparentales, aux personnes marginalisées qui ont besoin d'assistance et qui se heurtent à des réalités parfois difficiles. Elles aussi ont le droit de s'épanouir. Deux autres priorités pour le gouvernement : jeunesse et éducation. Les jeunes, c'est notre avenir. Et le Sommet du Québec et de la jeunesse nous aura donné la chance de travailler collectivement et de dégager des axes prioritaires. Il faut que nos jeunes reçoivent un enseignement de qualité, adapté aux réalités économiques. Pour une entreprise, savoir qu'elle peut compter sur une main-d'œuvre formée et de qualité, c'est déterminant pour sa réussite.

C'est pourquoi nous avons débloqué 1 000 000 000 \$ de plus, sur trois ans, pour les réseaux de l'enseignement. Vous pouvez être rassurés: les investissements qui seront faits au Collège de Jonquière, à l'Université du Québec et dans les commissions scolaires, c'est de l'argent placé dans de la matière grise, dans l'apprentissage du savoir-faire. Permettre à un jeune de bien se former, lui donner les moyens de se débrouiller dans la vie, c'est faire un pas de plus pour favoriser son intégration dans la société. Cela nous concerne tous. Faire les bons choix, c'est aussi rester à l'écoute des contribuables, des entreprises, des régions. Et pour le développement de ces régions, le budget consacre 310 000 000 \$. Alors oui, grâce à nos choix budgétaires, le Saguenay-Lac-Saint-Jean va recevoir un formidable coup de pouce. Plusieurs mesures sont prévues pour renforcer la prospérité et la croissance de notre région.

Bien entendu, ces investissements de plus de 250 000 000 \$ pour l'ensemble des régions du Québec ne tombent pas du ciel. Il était hors de question d'emprunter. Vous le savez : on a juré de ne pas retomber dans la spirale du déficit. L'argent neuf que nous investissons, c'est le nôtre: celui que nous avons gagné. Comment?

En premier lieu, soulignons l'excellente performance de l'économie québécoise. La croissance du PIB a été de 3,7 % en 1999. On n'a pas vu ça depuis 11 ans. Et c'est d'autant plus encourageant que notre taux de croissance dépasse celui de l'Allemagne, de la France ou du Royaume-Uni. Et les perspectives pour l'an 2000 sont encourageantes. La Banque Nationale prévoit même une croissance de 4,2 %. Plus de croissance, c'est plus de revenus, plus de marge de manœuvre, plus de capacité de faire des choix. Depuis 1994, par habitant, le PIB du Québec augmente plus rapidement que celui de la moyenne canadienne. Cela signifie aussi que la consommation de biens et services a repris et même monté en flèche, que les entreprises recrutent à tour de bras pour répondre à la demande.

Pour preuve: l'année dernière seulement, 76 000 emplois nouveaux ont été créés au Québec. Et ce qui me réjouit, c'est que plus du tiers de ces emplois sont occupés par des jeunes: la meilleure performance en un quart de siècle. Depuis quatre mois, notre taux de chômage se maintient entre 8,1 % et 8,3 %, son niveau le plus bas en 25 ans. Souvenez-vous: l'année

dernière, à la même date, il était autour de 10 %. Et on travaille encore à le faire reculer. Une première victoire, donc, sur le chômage. Nous avons aussi fait un autre progrès sur le nombre de prestataires de l'aide sociale. Il a baissé de 55 000 personnes en 1999. Il continue de baisser: 21 000 personnes ont quitté l'aide sociale depuis le début de l'année. Le nombre de jeunes inscrits a, lui aussi, fortement chuté; on parle d'une baisse de 28 % depuis 1994. En tout, 200 000 personnes de moins sur l'aide sociale. L'entreprise recrute, elle investit aussi.

Depuis 1996, la hausse des investissements privés (40,2 %) est supérieure à celle du Canada (34,5 %) et de l'Ontario (34,6 %). Les experts du Mouvement Desjardins ont même conclu en octobre dernier que « depuis quatre ans, le boom des investissements des entreprises au Québec se compare avantageusement à celui des États-Unis ». C'est une preuve que les entreprises ont confiance en l'économie du Québec. Comme les consommateurs d'ailleurs. En effet, selon le Conference Board, l'indice de confiance des ménages a atteint, en 1999, son plus haut niveau depuis 11 ans. Ce constat est aussi vrai pour la région, quoique nous ayons des efforts additionnels à faire. Depuis que l'on tient des statistiques régionales sur l'emploi, soit depuis 1987, la région a connu, en 1999, l'une de ses meilleures performances: près de 8 000 emplois créés; taux de chômage à son plus bas niveau (11,5 %); baisse de 7,1 % du nombre des prestataires à l'aide sociale. Et depuis le début de l'année, l'emploi ne cesse de croître: 3 700 emplois de plus qu'à la même période l'an dernier. Quant aux investissements privés, depuis 1995, hausse de 14 %. Mais il faut continuer à faire reculer le chômage et à créer des industries. Nos progrès, nous les devons avant tout à l'effort extraordinaire qu'ont fait tous les Québécois et Québécoises pour atteindre le déficit zéro.

Grâce à cette autre victoire, nous pouvons maintenant à la fois réduire l'impôt des particuliers de 4 500 000 000 \$ sur 3 ans et poursuivre notre politique d'avenir sur de solides bases financières. C'est, comme l'a dit Bernard Landry, « un juste retour des choses ». Je ne peux passer sous silence le fait que, dans un contexte où la véritable marge de manœuvre financière et fiscale se trouve du côté d'Ottawa, nous avons quand même réduit les impôts près de deux fois plus que le fédéral. Maintenant, voilà ce que nous allons faire concrètement au niveau régional. Le budget 2000-2001 est apparu pour tous comme l'occasion de redéfinir une politique régionale qui soit à la fois globale, tout en tenant compte de certaines réalités locales. Force est de constater que les régions du Québec doivent à la fois moderniser et diversifier leur économie. L'intégration des nouvelles technologies devient donc une priorité pour tout le monde. C'est pourquoi le gouvernement a voulu favoriser le branchement des familles sur l'Internet, grâce à un investissement de 120 000 000 \$. Les entreprises n'ont pas été oubliées. Il fallait leur permettre de rester dans la course. Ainsi, les PME qui se lanceront sur la voie du commerce électronique, c'est-à-dire celles qui développeront des sites transactionnels, pourront obtenir des crédits d'impôt allant jusqu'à 40 000 \$. Il faut aussi nous diversifier. Nous allons débloquer 50 000 000 \$ pour pousser la création de nouvelles activités économiques. On sait à quel point la préparation, c'est-à-dire toute la démarche en amont des projets d'investissement, est déterminante pour assurer le succès d'un plan d'affaires.

Et bien, les entreprises qui voudront produire des biens et des services à haute valeur ajoutée pourront recevoir une aide conséquente pour leurs études de marché et de faisabilité et pour la mise au point de leurs produits. Autre volet important qui concerne les principaux organismes d'aide aux entreprises. Si ces organismes veulent, eux aussi, rester dans la course, c'est-à-dire continuer à attirer une clientèle d'entrepreneurs, ils doivent disposer de

moyens plus substantiels. Je pense, par exemple, aux centres locaux de développement (CLD), des acteurs importants pour muscler l'activité économique en ville et en dehors des zones métropolitaines. Pour les aider dans l'accomplissement de leur mandat, les CLD des municipalités régionales de comté de plus de 100 000 habitants vont bénéficier, sur deux ans, d'une enveloppe de 2 100 000 \$. Le CLD de la MRC du Fjord du Saguenay aura aussi droit à une aide additionnelle. Les CLD auront également une enveloppe additionnelle de 7 000 000 \$ pour leur permettre d'accompagner plus efficacement les jeunes qui se lancent en affaires.

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, nous avons déjà fait des efforts financiers importants pour améliorer les infrastructures. Le projet d'autoroute Alma-La Baie, par exemple, a constitué une priorité régionale. Cette année, les municipalités auront accès au nouveau programme de soutien à la construction et à la rénovation des infrastructures publiques, doté de 290 000 000 \$, dont 175 000 000 \$ visent particulièrement les équipements municipaux. La région pourra également bénéficier de l'extension du réseau gazier vers des parcs industriels non encore desservis. À l'échelle du Québec, l'expansion prévue devrait entraîner des investissements de 150 000 000 \$ et générer quelque 2 400 emplois. Au chapitre des infrastructures routières, nous allons poursuivre les investissements prévus pour les routes 175 et 169, dans la réserve faunique des Laurentides.

D'ici 2006, comme nous l'avons déjà annoncé, ce sont 38 000 000 \$ qui y seront consacrés, s'ajoutant aux 44 000 000 \$ qui avaient été annoncés préalablement par Jacques Brassard. Entre 2006 et 2010, nous avons également annoncé un investissement additionnel de 105 000 000 \$ pour l'aménagement des chaussées à quatre voies à Stoneham et à Laterrière. Et pour respecter l'engagement d'ouvrir l'autoroute régionale jusqu'à la route 170 Ouest, 69 000 000 \$, qui sont déjà annoncés, seront bien sûr également investis. Un autre exemple, celui de l'aluminium. Le Québec et notre région en particulier se distinguent dans la production d'aluminium primaire et de produits de première transformation. Et il se distingue dans le monde. Il faut dire que notre expertise est unique dans ce domaine. Elle s'appuie ici sur trois chaires industrielles, des programmes de formation spécialisée et les rôles essentiels que jouent le Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium et le groupe TransformActions.

Nulle part ailleurs, on ne retrouve une telle concentration de production sur un même territoire. Avec la mise en place de la nouvelle usine d'Alma, d'une capacité de production de plus d'un million de tonnes d'aluminium, les alumineries du Saguenay-Lac-Saint-Jean vont contribuer pour 50 % de la production québécoise. Au regard de la place prépondérante qu'occupe ce secteur, nous voulons que toute la région soit reconnue comme un pôle mondial d'excellence dans la transformation de l'aluminium en produits finis et semi-finis.

La transformation, c'est bien sûr l'avenir de notre industrie. Et pour aider les entreprises dans cette voie, nous mettons en place, pour une période de quatre ans, un crédit d'impôt remboursable de 40 %. Cette mesure concerne la masse salariale de tous les employés des entreprises de la région affectées à la transformation et à la commercialisation de ces produits en aluminium finis ou semi-finis. Voilà une mesure concrète dont pourront bénéficier les entreprises de la région. Je pense notamment à Rémac de Jonquière, Cycle de Vinci de Chicoutimi, Moultec de La Baie, Alumex de Roberval et tant d'autres comme Émail Finitech, Spectube, Alumiform et Précicast.

Cette mesure répond à la volonté exprimée par les intervenants régionaux lors du Forum sur la transformation de l'aluminium, tenu en septembre dernier, de mettre en place la Vallée de l'aluminium. Nous la devons aussi à la concertation des principaux acteurs de l'industrie, notamment le groupe TransformActions. Ce travail préparatoire a considérablement aidé le caucus des députés et des ministres de la région à obtenir la désignation de la Vallée de l'aluminium. Mais pour que ce projet se concrétise, il faudra que les intervenants régionaux de cette industrie accentuent leur réseautage et en fassent la promotion. Ils devront aussi prospecter à l'étranger afin d'accroître le nombre d'entreprises sur ce territoire et optimiser l'utilisation des ressources existantes. Nous comptons sur elles. On parle aussi partout de la nouvelle économie. Mais comment les attirer en région, ces entreprises championnes du commerce électronique, du cyber-marketing et du développement de contenus interactifs?

Nous avons pensé à une série de mesures concrètes: nous allons d'abord reproduire une expérience pilote très concluante avec l'implantation d'Inno-Centre, un organisme qui parraine et accompagne les entreprises à forte saveur technologique. Ce projet, qui nécessite des investissements de 1 600 000 \$ sur trois ans, devrait avoir des retombées très importantes dans la région. D'autres mesures fiscales vont être proposées aux entreprises qui étendent près de chez nous les réseaux de fibre optique et de câbles coaxiaux. Dans le village global, il est impensable de voir apparaître des ghettos. Tous les Québécois doivent pouvoir accéder à la même information. Diversifier, c'est aussi se donner les moyens d'attirer des entrepreneurs nouveaux. Tous les projets majeurs d'investissement bénéficieront d'un congé fiscal de dix ans. Voilà un programme agressif qui devrait produire des effets bénéfiques et à long terme. Je voudrais aussi insister sur un nouveau régime de garanties pour le démarrage des entreprises. Il va pouvoir couvrir, à concurrence de 100 000 \$, 80 % des pertes d'une PME. Ce programme concerne autant les nouvelles PME que celles qui ont moins de trois ans, et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 000 000 \$.

Il y a aussi les secteurs traditionnels. Rassurez-vous, nous ne les avons pas oubliés. Au contraire, nous y ferons des investissements importants. Une subvention de 100 000 000 \$ à l'organisme Innovation-Papier lui permettra de moderniser davantage les entreprises du secteur des pâtes et papiers. Je sais que nos chefs de file comme Donohue, Cascade, Forestière Alliance ou encore Abitibi-Consolidated se réjouiront de cette mesure. Pour l'agriculture, ce sont 300 000 000 \$ par année que le gouvernement va apporter aux grands outils financiers du secteur. Et l'on mettra l'accent aussi pour la formation de la main-d'œuvre et la création d'emplois en forêt. À ce titre, près de 19 000 000 \$ sont prévus pour le ministère des Ressources naturelles. Comme vous le savez, le gouvernement a toujours protégé, même durant l'exercice du déficit zéro, le budget destiné à la culture. Les artistes de chez nous font la fierté du Québec. Il est nécessaire de les encourager.

Déjà, l'an passé, nous avons mis en place des crédits d'impôt pour encourager la production de spectacles musicaux et les enregistrements sonores. 350 000 000 \$ avaient été dégagés pour venir en aide aux organismes artistiques et culturels. Cette année, ce sont plus de 100 000 000 \$ qui sont ajoutés à la culture. 20 000 000 \$ aux arts et aux lettres en particulier. Nous ajoutons 30 000 000 \$ pour les programmes de soutien aux équipements culturels et de réfection des biens culturels et 20 000 000 \$ pour la restauration du patrimoine religieux. Près de 10 000 000 \$ sont accordés aux musées de toutes les régions du Québec pour renouveler leurs expositions et réaliser des expositions internationales. Enfin, nous mettons en place un crédit d'impôt pour l'édition, une mesure saluée par l'association nationale des éditeurs de

livres. Vous le savez sans doute, le Québec devance toutes les provinces du Canada lorsqu'on regarde le financement public de la culture. 53 \$ par habitant au Québec contre 18 \$ en Ontario. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean est un creuset important de la culture québécoise.

Voilà pourquoi je tenais à vous présenter nos choix budgétaires dans ce domaine qui me tient à cœur. Je suis convaincu que nous saurons tirer parti des possibilités que ce budget offre à notre région. Mais nous avons besoin de vous tous dans la poursuite de ces efforts. Nous avons besoin d'entrepreneurship. Et là, les conditions, les leviers sont en place. Le gouvernement ne peut pas lui-même concevoir des produits nouveaux. Il faut donc que cela vienne du secteur privé, que cela vienne des entrepreneurs, des jeunes, et des moins jeunes.

Nous avons besoin que le secteur privé réponde. Nous avons besoin que la capacité d'innovation se manifeste. Nous avons besoin d'audace dans l'investissement et dans la conquête des marchés. D'autant plus que nous ne réalisons pas assez, au Québec, la place que nous occupons sur les marchés internationaux. L'économie américaine et l'économie japonaise, qui sont parmi les plus importantes du monde, ont bien sûr une très grande base domestique. Donc, ils ont une grande population, et la consommation domestique fait en sorte qu'ils ont des atouts considérables. Mais la place que l'économie américaine et l'économie japonaise tiennent sur les marchés internationaux est d'environ 10 à 12 %.

Le Québec, lui, exporte 58 % de toute sa production en dehors de ses frontières. Les gens ne réalisent pas à quel point les Québécois gagnent leur vie sur les marchés internationaux, à quel point c'est la qualité de leurs produits, de leur main-d'œuvre, l'esprit inventif de leurs gens d'affaires et des centres de recherche québécois qui permettent d'avoir, au Québec, une économie de haute qualité. Et si nous avons un standard de vie qui se compare avantageusement aux meilleurs standards du monde, c'est parce que justement nous avons appris à nous battre à l'étranger. Les gens qui achètent nos produits, ce n'est pas pour la couleur de nos yeux, c'est parce que ce sont les meilleurs. Il faut savoir que nos régions doivent accentuer les efforts de ce côté-là.

Et que l'avenir de l'économie québécoise, l'avenir des jeunes, l'avenir de l'emploi pour les jeunes, c'est manifestement dans la transformation, dans l'industrie secondaire et tertiaire. C'est pour cela que le gouvernement a ciblé ses efforts dans ce domaine. Mais il faut une réponse du milieu. Je ne doute pas que, dans une région dynamique comme la nôtre, nous pourrions améliorer encore nos performances économiques.

Ensemble, nous allons continuer à développer notre région, et faire en sorte que le Québec tout entier continue sur sa lancée actuelle.

Alors bon courage, bon travail et merci encore.